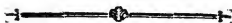
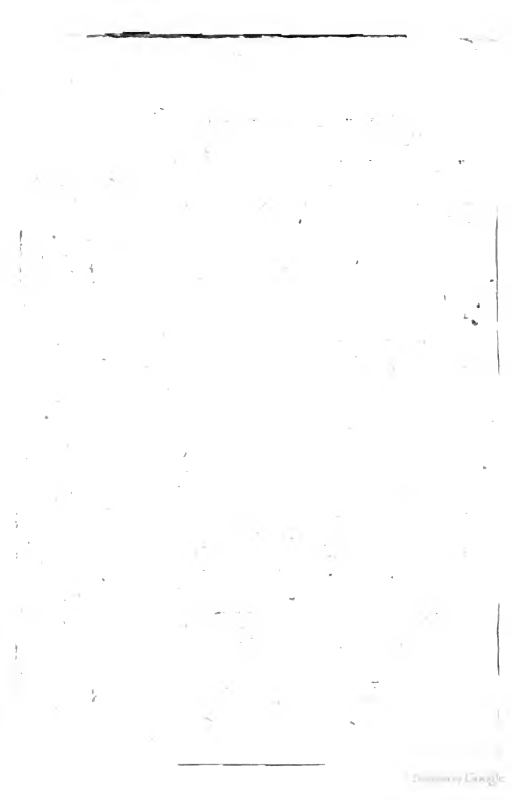


TRÈS-HUMBLES
ET TRÈS-RESPECTUEUSES
REMONTRANCES
A L'EMPEREUR
JOSEPH II;

*Sur la Réponse de son Chancelier
au Mémoire du Nonce du Pape,
& sur les Principes établis par
Sa Majesté, pour servir de
Règles à ses Tribunaux & à ses
Magistrats dans les Affaires
Ecclésiastiques.*



M. DCC. LXXXII.





TRÈS-HUMBLES
ET TRÈS-RESPECTUEUSES
REMONTRANCES
A L'EMPEREUR JOSEPH II.

*Sur la Réponse de son Chancelier au Mémoire du
Nonce du Pape , & sur les Principes établis
par Sa Majesté , pour servir de Règles à ses
Tribunaux & à ses Magistrats dans les Affaires
Ecclésiastiques.*

SACRÉE MAJESTÉ,

L É zèle tout pur, qui me dévore pour les
droits de la religion & de la vérité,
pour le repos de votre Empire, pour l'intérêt

A ij

4 *Très-humbles Remontrances.*

de votre gloire dans la suite des siècles à venir, & ce qui doit vous paroître d'une importance infiniment supérieure à tout le reste, pour votre salut éternel : voilà, EMPEREUR, ce qui me fait un devoir irrésistible de jeter aux pieds de votre trône, les humbles & respectueuses remontrances, avec les larmes amères & les profonds gémissemens de tous les bons Catholiques, dans l'espoir si bien fondé sur la bonté de votre cœur impérial & roïal, que vous daignerez écouter favorablement mes remontrances, & sécher les pleurs d'une multitude de vrais chrétiens, qui sont mes frères & mes sœurs en JESUS-CHRIST, le père commun des humains. J'entre en matière, selon l'ordre énoncé dans le titre de ces représentations.



Premier point contenu dans le Mémoire du Nonce.

L Es Ordonnances impériales relatives au clergé & à la diminution des couvens,

A l'Empereur Joseph II.

peuvent être envisagées comme des dispositions préjudiciables, à la religion & à l'Eglise, à l'intérêt des ames, aux loix & usages du culte.

*Réponse de M. le Comte de KAUNITZ,
Chancelier d'Etat, à ce premier Point.*

« **L**A réforme des abus glissés de tems
« à autres dans la discipline ecclésiasti-
« que, loin d'y préjudicier, sert au contraire
« à la véritable utilité de l'Eglise & à son
« édification. Les réformes qui n'attaquent
« point le dogme, ne dépendent aucune-
« ment du Pape, qui, sinon dans le cas
« contraire, n'a aussi aucune autorité dans
« l'Etat. Celle-ci ne peut donc être enlevée
« au Souverain qui y commande & a seul
« droit d'y commander. C'est à ce pouvoir
« du Prince qu'appartient tout ce qui con-
« cerne l'ordre extérieur de l'Eglise, & par
« conséquent les fondations ecclésiastiques,
« cela ne faisant rien à l'essentiel de la
« croïance de la religion.

Examen de cette Réponse.

Cette réponse est si foible, si frivole, si fautive en elle-même, & si pernicieuse dans ses suites, qu'il est étonnant qu'on ait osé la rendre publique, au nom auguste de l'Empereur; & nous présumons de la bonne foi de M. le Chancelier, qu'il en conviendra lui-même, s'il veut prendre la peine de nous lire.

1°. *La réforme des abus glissés dans la discipline ecclésiastique sert à l'utilité & à l'édification de l'Eglise, loin d'y préjudicier.* Oui à deux conditions indispensables. La première, que ce qu'on appelle réforme en soit véritablement une; la seconde, qu'elle se fasse par des réformateurs compétens, & qui aient droit de la faire. Or, supprimer les couvens, sous prétexte d'abus, est-ce les réformer ou les anéantir, les détruire? Que diriez-vous, M. le Chancelier, souffrez que je vous le demande, d'un sujet entreprenant & puissant, qui prendroit les armes & les mettroit en

main à ses concitoyens pour exterminer le monarque & la monarchie , sous prétexte d'en réformer les abus ? En second lieu, le réformateur de la discipline ecclésiastique , dont il s'agit entre vous & moi, est-il bien compétent pour cette sorte de réforme ? Qu'en doute , me répondrez-vous ? C'est le Souverain. Le Souverain ! Oui , dans les matières civiles & temporelles , mais nullement dans les matières ecclésiastiques & spirituelles ; écoutez.

Il est deux sortes de sociétés dans le monde, dont l'une a pour objet le bonheur de la vie présente, à laquelle nous ne tenons que par nos corps; & l'autre les biens de la vie future à laquelle nous ne tenons que par nos esprits. Il y a aussi par conséquent deux sortes de puissances établies pour le gouvernement de ces deux sortes de sociétés , & qui doivent se renfermer chacune dans l'ordre des biens que ces deux sociétés ont pour objet. La première de ces puissances est la temporelle, qui a pour objet tout ce qui appartient à la

8 *Très-humbles Remontrances*

vie présente, les biens & les actions qui regardent le civil ; & pour sujets les hommes en tant que par leurs corps ils jouissent de cette vie & des biens qu'elle renferme.

La seconde de ces puissances est la spirituelle, dont l'objet est tout ce qui dans la vie présente appartient à la vie future, tout ce qui a rapport à la conscience & aux actions qui regardent la religion, & dont les sujets sont les hommes, en tant qu'ils tiennent par l'esprit à la vie future, dont ils doivent se rendre dignes.

Ces deux puissances viennent de Dieu. Elles sont distinctes, séparées, entièrement indépendantes l'une de l'autre, souveraines chacune dans son ressort, dans l'objet & sur les sujets qui leur sont propres. La puissance temporelle ne dépend point de la puissance spirituelle, ni la puissance spirituelle de la temporelle, quoique les Princes soient soumis aux Pasteurs de l'Eglise, & les Pasteurs de l'Eglise aux Princes ; parce que cette soumission réciproque, à certains égards, des

A l'Empereur Joseph II.

Princes aux Pasteurs & des Pasteurs aux Princes, laisse la puissance temporelle & la puissance spirituelle dans toute leur dépendance respective.

Quand un Prince obéit à un Pasteur en qualité de Chrétien, & dans l'ordre de la religion, de la conscience, du salut éternel, il est visible qu'il ne perd rien pour cela dans l'ordre de la société civile, rien du droit qu'il a de la gouverner en qualité de Souverain, & de se faire obéir de ses sujets & des Pasteurs eux-mêmes, qui lui sont soumis comme les autres dans l'ordre civil, il ne perd rien de ses droits dans l'ordre de la religion, & conserve tous les pouvoirs spirituels qu'il a reçus de JESUS-CHRIST, tels que ceux d'enseigner, de décider en matière de doctrine & de morale, d'administrer les Sacremens : parce que ce n'est pas en qualité de Ministre de l'Eglise & comme soumettant sa puissance spirituelle au Prince qu'il obéit, mais en qualité de sujet, & comme membre de l'Etat & de la société civile.

70 *Très-humbles Remontrances*

Il est donc incontestable que comme il y a deux sociétés sur la terre, l'une qui a pour objet les biens de la vie présente ; & l'autre ceux de la vie future, il y a aussi deux puissances pour le gouvernement de ces deux sociétés, l'une temporelle & l'autre spirituelle ; que ces deux puissances émanent également de Dieu, qu'elles sont distinctes, séparées & indépendantes l'une de l'autre ; que la puissance temporelle est dans la main du Prince , & la puissance spirituelle dans celle du Ministre de l'Eglise ; que quand le Prince, en qualité de chrétien, obéit au Ministre de l'Eglise , il ne lui soumet point pour cela sa puissance temporelle, sur laquelle l'Eglise n'a aucun droit ; de même que quand le Ministre de l'Eglise, en qualité de sujet, obéit au Prince, il ne lui soumet pas non plus la puissance spirituelle, sur laquelle le Prince ne peut prétendre aucun droit ; c'est ce qui faisoit dire au grand Osius, Président du premier Concile général de Nicée, qui fut tenu l'an 325 en présence de

l'Empereur Constantin : C'est à vous , César , que Dieu a confié l'Empire , & c'est à nous qu'il a confié son Église.

Contester ces vérités , c'est ne point reconnoître la distinction & l'indépendance réciproque des deux puissances ; c'est concentrer l'une & l'autre dans la personne du Prince ; c'est admettre la Suprématie Anglicane , qui consiste en ce que le Roi d'Angleterre s'arroe la souveraineté sur le temporel & le spirituel de son royaume depuis Henri VIII , qui se fit Chef de l'Eglise Anglicane ; c'est par conséquent une erreur dans la foi ; c'est une hérésie formelle.

2°. *Les réformes qui n'attaquent pas le dogme , dit M. le Chancelier , ne dépendent aucunement du Pape , qui , sinon dans le cas contraire , n'a aussi aucune autorité dans l'État.* Celle-ci ne peut donc être enlevée au Souverain qui y commande , & a seul droit d'y commander.

Il y a dans cette partie de la réponse trois équivoques ou faux supposés , une erreur grossière , & une ignorance profonde des droits & de l'autorité du Pape.

Le premier faux supposé consiste à donner le beau nom de réforme à la suppression des couvens; le second à prétendre que le Ministre de l'Eglise veut enlever au Prince son autorité temporelle. Le troisième à faire entendre que le Ministre de l'Eglise dispute au Prince le pouvoir de commander seul dans ses États, quant au civil & au temporel.

L'erreur consiste à soutenir que les réformes qui n'attaquent point le dogme ne dépendent aucunement du Pape, & que le Pape n'a aucune autorité dans l'État, quand il ne s'agit point du dogme.... Ne dépendent aucunement du Pape, & que le Pape n'a aucune autorité dans l'État, quand il ne s'agit point du dogme. Cette erreur prend sa source dans une ignorance profonde des droits & de l'autorité du Pape, & pour l'extirper radicalement, il suffira d'exposer ici les droits & l'autorité du Pape, selon tous les Catholiques. Le Pape est le successeur de S. Pierre, & par conséquent le Vicaire de JESUS-CHRIST sur la terre, le Chef visible de l'Eglise Universelle, le Père commun

des fidèles. Il a donc par conséquent aussi, comme S. Pierre, auquel il a succédé, de droit divin, la primauté d'honneur, de rang, d'inspection, d'autorité & de juridiction sur toutes les Églises du monde chrétien; il a de droit divin le pouvoir de gouverner l'Église Universelle; JESUS-CHRIST l'ayant établi le Pasteur des agneaux & des brébis, & par conséquent de tout le troupeau fidèle de l'Église Universelle, composée de Pasteurs inférieurs au Chef suprême & de simples laïcs, qui doivent tous obéir au Pape dans les matières de sa compétence, comme à leur Chef, à leur premier Pasteur, & à leur commun Père.

Telle est la croiance de toutes les Églises Catholiques du monde chrétien, & en particulier de l'Église de France, toute jalouse qu'elle est de ses libertés. *Nous reconnoissons en France l'autorité du S. Siège, la puissance du Pape, Chef de l'Église, Père commun de tous les chrétiens. Nous lui devons toute sorte de respect & d'obéissance; c'est la croiance du Roi fils aîné de l'Église, la croiance de tous les*

Catholiques & de tous ceux qui sont dans la véritable Communion.

Ainsi parloit le célèbre Avocat *M. Talon*,
(a) dans le discours-même où il requerroit la suppression d'un décret de l'inquisition de Rome. C'est donc une erreur grossière de soutenir que le Pape n'a d'autorité dans l'Eglise que quand il s'agit du dogme; c'est lui enlever ses titres essentiels de *Vicaire de JESUS-CHRIST*, de *Successeur de S. Pierre*, de *Chef visible de l'Eglise*, de *Père commun des fidèles*; puisqu'il est évident que les enfans ne sont pas seulement obligés d'obéir à leurs pères, les soldats à leurs chefs, les sujets à leurs rois, & en général les inférieurs à leurs supérieurs, dans les cas où il s'agit de la ruine & de la subversion tant d'une maison, d'une famille, d'une République, d'un Royaume, d'un État quelconque; mais dans tous ceux où il est question du bien, de l'utilité, du bon gouvernement de

(a) Le 10 Mai 1647.

cette maison, de cette famille, de cette République, de ce Royaume, de cet État quelconque.

D'ailleurs, soutenir que le Pape n'a d'autorité que quand il s'agit du dogme, c'est soustraire à sa connoissance, à son jugement & à son pouvoir les points de la morale & de la piété chrétienne, qui ne sont ni moins essentiels, ni moins nécessaires au salut des fidèles que les points du dogme, puisqu'il est certain que la foi toute seule ne suffit pas pour être sauvé, qu'elle est morte sans les œuvres, & que les œuvres le sont elles-mêmes, si elles ne sont vivifiées par l'esprit de la véritable piété, revêtues de toutes les conditions nécessaires pour qu'elles soient saintes & salutaires, agréables à Dieu, & méritoires du Ciel. Si le Pape n'a aucune autorité que quand il s'agit du dogme, il manque donc d'un pouvoir essentiel au salut de ses ouailles, puisqu'elles ne peuvent être sauvées sans connoître & pratiquer la saine morale & les œuvres de la véritable piété;

JESUS-CHRIST a donc manqué |essentielle-
ment à son troupeau, en refusant à son Vi-
caire sur la terre un pouvoir nécessaire au
salut de ce troupeau chéri, pour lequel il a
versé tout son sang. C'est donc un très-mau-
vais législateur, un architecte tout-à-fait
ignorant, qui a prétendu fonder son Église
sur la pierre ferme, tandis qu'il ne l'a bâtie
que sur un sable mouvant.

Avancer que le Pape n'a d'autorité que
quand il est question du Dogme, c'est encore
lui ôter le pouvoir des clefs de l'Église ou
du Royaume des Cieux qu'il a reçu des di-
vines mains de JESUS-CHRIST même, (b)
pouvoir qui consiste dans la faculté de lier &
de délier, de condamner ou d'absoudre les
pêcheurs en leur ouvrant ou en leur fermant
le Ciel ; pouvoir qui donne le ministère de
la dispensation des Sacremens & des Saints
Mystères, sur lesquels le Pape, comme prin-
cipal Ministre de l'Église, a de droit divin

l'inspection, pour que tout se fasse selon les règles & les intentions de JESUS-CHRIST, dont il est le vicaire & le représentant. Pouvoir qui ne donne pas seulement le droit & la faculté de lier & de délier dans le for intérieur, ou le tribunal secret de la pénitence, mais aussi dans le for extérieur public & contentieux pour lier les pécheurs notoires & scandaleux, en prononçant contre eux des censures, ou peines spirituelles, & pour les délier en levant ces censures, quand ils sont rentrés en eux-mêmes, & qu'ils ont satisfait à leurs devoirs, pouvoir qui renferme encore la puissance législative, c'est-à-dire la puissance de faire des loix dans l'ordre de la religion, & le droit de les interpréter, d'en dispenser, de les modifier ou de les abroger absolument, lorsque l'utilité de l'Eglise & le bien des fidèles l'exigent, ainsi pouvoir enfin, qui donne au Pape le droit & lui impose l'obligation de veiller à la conservation de la foi, des mœurs, du culte & de la discipline de l'Eglise univer-

selle. Ce qui embrasse une foule d'objets confiés à sa sollicitude pastorale.

On ne peut donc restreindre les pouvoirs & l'autorité du Pape au dogme tout seul, sans mépriser les oracles de l'Ecriture, sans donner le démenti à JESUS-CHRIST lui-même, sans s'inscrire en faux contre la tradition des Pères & la croyance générale des Catholiques, sans offenser grièvement tous les Souverains de l'univers; en bornant leur pouvoir & leur autorité sur leurs sujets, aux seuls cas où il s'agiroit de la ruine totale de leurs Etats. Car enfin je demande pourquoi il seroit permis aux Souverains temporels de faire une infinité de loix pour le bien & l'utilité de leurs Etats, quoique ces loix ne soient pas nécessaires à leur conservation, & que le Pape n'auroit pas la même liberté pour le bien & l'utilité de l'Eglise, pour la maintenance du bon ordre, pour le salut & la perfection des fideles? Est-ce donc que l'ame seroit moins précieuse que le corps, le temps plus considérable que l'Eternité, la terre préférable au Ciel?

Vous, qui que vous puissiez être, qui pourroit le penser, que la direction d'une seule âme dans l'ordre du salut, est quelque chose de plus important sans aucune comparaison dans la réalité & aux yeux de Dieu, que le gouvernement du monde entier & d'un million de monde dans l'ordre de la nature, parce que le salut d'une seule âme honore incomparablement plus la Divinité qu'un million de monde ? Considérés dans l'ordre seul de la nature & de la société purement civile & temporelle.

3°. *C'est au pouvoir du Prince, poursuit M. le Chancelier, qu'appartient tout ce qui concerne l'ordre extérieur de l'Eglise, & par conséquent les fondations ecclésiastiques, cela ne faisant rien à l'essentiel de la croyance de la Religion.*

Rien de plus faux que cette maxime, que la conséquence qu'on en tire, & que la raison sur laquelle on prétend appuyer l'une & l'autre.

La maxime qui dit que tout ce qui concerne l'ordre extérieur de l'Eglise appartient au Prince, est absolument fausse, ridicule & absurde.

20 *Très-humbles Remontrances*

Elle est absolument fautive , car comme il n'y a rien dans l'exercice de la religion & des pratiques de l'Eglise qui ne paroisse au-dehors & qui ne soit extérieur par certains endroits, il s'ensuivroit de cette maxime , si elle étoit vraie , que le Prince tout seul auroit droit de régler généralement tout ce qui concerne la dispensation des Saints Mystères , l'administration des Sacremens , la célébration de la Messe & de l'Office Divin , les Fêtes , les Cérémonies , tout ce qui appartient au culte extérieur. Il pourroit abolir de sa seule autorité toutes les rubriques , c'est-à-dire les règles prescrites par l'Eglise , pour s'acquitter décemment du Service Divin , & leur en substituer d'autres toutes contraires. Il pourroit , par exemple , diminuer ou retrancher les Heures Canoniales , ordonner aux Prêtres de dire la Messe sans être à jeun , & sans être revêtu des Habits Sacerdotaux , mais des Habits mêmes des Laïcs , l'épée au côté , le chapeau à plumet sur la tête. Il pourroit aussi leur ordonner de consacrer tout simple-

ment le Corps & le Sang de JESUS-CHRIST en montant à l'Autel, & de le distribuer bien vite au peuple, sans toutes les prières qui précèdent ou qui suivent la Consécration, & qui ennuiant tant de gens par leur longueur; il pourroit aussi ordonner qu'on célébrât la Messe & qu'on y communîât après avoir bien bu & bien mangé, abolir le Carême, tous les jeûnes d'Eglise, toutes les Fêtes, & faire à son égard, une infinité d'autres réglémens, qui tous bizarres qu'ils pourroient être, ne seroient rien à l'essentiel de la croyance de la religion. Cela est-il vrai? S'il l'est, JESUS-CHRIST nous a donc trompé quand il nous a dit qu'il bâtiroit son Eglise sur Pierre comme sur son Chef pour la gouverner, & que les portes de l'enfer ne prévaudroient jamais contre elle.

Saint Paul nous a menti, en nous disant que nous devons le regarder lui & ses Collègues dans l'apostolat comme les Ministres de JESUS-CHRIST & les dispensateurs des Mystères de Dieu, pour gouverner son Eglise.

régler en son nom & par son autorité tout ce qui concerne son culte & la manière de l'honorer, de le servir, de payer le tribut des hommages mêmes extérieurs qui lui sont dus. La maxime qui dit le contraire est donc fautive, elle est ridicule & absurde.

Quoi de plus ridicule en effet & de plus absurde, que d'attribuer aux Princes séculiers le pouvoir exclusif de régler tout ce qui concerne l'ordre intérieur de l'Eglise, sous prétexte que cela ne fait rien à l'essentiel de la croyance de la religion.

Est-ce donc que les Princes séculiers ont reçu de la nature ou de l'infusion divine, toutes les connoissances nécessaires pour régler d'une manière digne de lui, tout ce qui concerne l'ordre extérieur de son Eglise. Les premiers Ministres de l'Eglise à qui Dieu en a donné la commission n'y réussissent eux-mêmes qu'à force d'études, de travail, de prières, de secours multipliés d'en-haut, & les Princes séculiers, continuellement occupés de mille autres objets tous différens ou tous contraires,

pourroient y réussir sans la moindre difficulté ? Mais est-il bien vrai que l'ordre *extérieur de l'Eglise*, & en particulier *les fondations ecclésiastiques*, ne font rien à l'essentiel de la croyance de la religion ? L'expérience prouve le contraire, les Rites extérieurs & les cérémonies sensibles de l'Eglise, sont souvent liés à la croyance touchant les mystères & les autres objets de la foi. Par exemple, les hommages respectifs & religieux qu'on rend aux Reliques, & aux Images des Saints dans l'Eglise Catholique, ne sont-ils pas liés avec la croyance de cette même Eglise, sur le pouvoir des Saints auprès de Dieu, & l'utilité des Prières qu'on leur adresse ? Mais arrêtons-nous, sans aller plus loin, *aux fondations ecclésiastiques* citées par M. le Chancelier comme ne faisant rien à l'essentiel de la croyance de la religion. On soutient qu'elles y font beaucoup, on le soutient & on le prouve.

Les Auteurs de ces Fondations ne les ont faites qu'afin que les chapitres ou les couvents qu'ils fondonoient, priaissent pour

eux pendant leur vie & après leur mort. Or quand on supprime ces chapitres ou ces couvents, pour en appliquer les biens à tout autre usage qu'à l'entretien des Ministres consacrés à la prière, sans qu'il vienne seulement à la pensée de pourvoir à l'acquit des Messes fondées pour les vivans & les défunts, croit-on que les prières des fidèles soient bien utiles aux vivans & aux morts ? Croit-on l'existence du Purgatoire ? Cependant nier l'utilité des prières que l'on fait pour les vivans ou pour les morts, & l'existence du Purgatoire, sont deux hérésies formelles.

Donc supprimer les fondations ecclésiastiques, c'est toucher à l'essentiel de la croyance de la religion, puisque tout point de foi est essentiel à cette croyance, & qu'on n'en peut nier un seul sans perdre la foi divine & nécessaire au salut, la foi qui reste alors n'étant qu'une foi purement humaine, & par conséquent insuffisante pour le salut.

Second Point contenu dans le Mémoire du Nonce.

LES Ordres Religieux & les Couvens approuvés solennellement par l'Eglise, ne sauroient être supprimés sans son agrément & sa participation.

*Reponse de M. le Chancelier, à ce
second Point.*

„ **L** EXTENSION des ordres dépend de
„ la connivence des Princes dans les
„ domaines desquels ils se trouvent, l'Empe-
„ reur, en sa qualité de Prince Souverain,
„ jouit donc aussi de ce droit, & par-là est
„ obligé de veiller à tout ce qui ne touche
„ pas la Doctrine de l'Eglise. Il est contre
„ l'équité connue de l'Empereur de léser
„ quelqu'un dans ses privilèges essentiels;
„ ainsi Sa Majesté n'a jamais songé à abolir
„ des Ordres Religieux qui sont légitimés
„ par le S. Siège; or comme Sa Majesté ne
„ s'immisce en aucune des choses dont la

C

„ juridiction appartient au Pape ou à l'E-
 „ glise Universelle, savoir ce qui regarde le
 „ dogme, elle ne peut non plus permettre
 „ que l'on se melle des choses dépendantes
 „ particulièrement de son autorité suprême
 „ de l'Etat, & parmi lesquelles on comprend
 „ tout ce qui a lieu dans l'Eglise par des
 „ institutions humaines, & ne peut y être
 „ introduit sans le consentement des Souve-
 „ rains, toutes ces choses peuvent & doi-
 „ vent être reprimées par la puissance du
 „ Souverain même, entièrement abolies
 „ dès que l'intérêt de l'Etat, l'abus ou
 „ d'autres circonstances accidentelles les
 „ rendent nécessaires.

Examen de cette Réponse.

N Ous commencerons par observer que M.
 le Chancelier fait un fort mauvais com-
 pliment à l'Empereur son Maître en disant
 qu'il est contre son équité connue de léser quelqu'un
 dans ses privilèges essentiels; puisque cela suppose
 que Sa Majesté Impériale ne se fait pas un scru-
 pule de léser son prochain dans ses privilèges

non essentiels. Or cela étant, quelle foule d'injustices l'Empereur ne commettra-il pas, s'il le veut d'après la permission que lui en donne M. son Chancelier ? Car je n'ai garde de croire qu'il le veuille ou qu'il le fasse après tant de preuves éclatantes qu'il a données de sa bienfaisante bonté ; il pourra selon cette maxime abolir absolument tous les privilèges non essentiels de tous les individus, & de tous les corps de ses Etats, tels que le corps de la Noblesse, de la Magistrature, sans qu'aucun d'eux ait droit de se plaindre & de crier à l'injustice, pourvu qu'on leur laisse leurs privilèges essentiels, qui se réduisent au nécessaire de la vie & de l'état, & par conséquent à les laisser vivre tellement qu'ellement selon leur condition, en leur retranchant d'ailleurs une foule de privilèges dont ils peuvent absolument se passer, & qui ne sont point nécessaires au soutien de leur état. Telle est la façon de penser & d'agir que M. le Chancelier prête poliment à son Maître, & qu'il autorise *en la lui prêtant.*

Cette observation faite, nous disons qu'un

23 *Très-humbles Remontrances*

Souverain Catholique ou seulement chrétien, blesse les privilèges essentiels du Pape , lorsque sans sa participation , il supprime des Ordres entiers, ou même quelques Couvens particuliers dans ses domaines. Les privilèges que le Pape a de droit divin dans toute l'étendue de l'Eglise chrétienne & par conséquent, ses privilèges essentiels ne se bornent pas aux dogmes seuls ; ils s'étendent généralement à ce qui concerne les mœurs , la discipline ecclésiastique , le bien des ames , le salut & la perfection des fideles confiés à ses soins. Sans cela le Pape n'auroit reçu de JESUS-CHRIST qu'une petite partie de la puissance nécessaire pour bien gouverner son Eglise, & pour conduire heureusement au port du salut les divers membres qui la composent, puisqu'il ne suffit pas de croire pour être sauvé, & qu'il faut encore s'abstenir d'une infinité de choses, & en faire un grand nombre d'autres, selon le jugement de l'Eglise & de ses Ministres , mais sur-tout du Chef suprême de tous les autres. JESUS-CHRIST, dans ce cas, auroit donc été ou

le plus ignorant, ou le plus stupide, ou le plus méchant des législateurs & des fondateurs des Royaumes ou des Républiques. Le plus ignorant & le plus stupide, s'il ne voyoit pas qu'il détruiroit d'une main ce qu'il vouloit édifier de l'autre, refusant au Chef visible de toute la Chrétienté, les pouvoirs nécessaires pour conduire les chrétiens au salut & même à la sainteté & à la perfection, l'unique but de sa législation, de son Evangile, de la fondation de son Eglise.

Le plus méchant, si s'apercevant de cette conséquence, de cet inconvénient affreux, il eut persisté dans son refus. C'est sans doute un blasphème horrible de le dire ou de le penser, quand on veut circonscrire les droits du Pape, comme le fait ici M. le Chancelier, en les bornant au dogme seul.

Le Pape, comme Chef visible de l'Eglise universelle, a donc reçu de JESUS-CHRIST des pouvoirs bien plus étendus que ceux qu'il plaît à M. le Chancelier de lui accorder, il a reçu tous les pouvoirs nécessaires pour bien gouverner l'Eglise, cette Republique

chrétienne, ou si vous voulez, ce Royaume de Dieu, cet Etat tout spirituel, & qui n'a d'autre fin que de sanctifier, de perfectionner, de sauver les ames & de les rendre éternellement heureuses. Il a donc reçu conséquemment aussi de JESUS-CHRIST le pouvoir & le droit de juger non-seulement, si un tel ordre approuvé par l'Eglise, mais encore si un tel couvent qui a la même approbation, exige d'être supprimé ou conservé dans les circonstances actuelles où il se trouve, parce que la suppression & la conservation d'un ordre ou même d'un seul couvent, sont liées nécessairement avec le bien spirituel des ames, dont la connoissance & le jugement appartiennent à l'Eglise & à ses Ministres. C'est donc au Pape à en juger, comme le premier Ministre & le Représentant de l'Eglise,

D'ailleurs, aucun Prince Laïc ne peut supprimer de sa seule autorité aucun couvent de ses Etats & en appliquer les revenus à tout autre usage qu'à celui que les fondateurs ont eu en vue, sans commettre un vol sacrilège & sans se rendre coupable par consé-

quent d'une injustice criante envers les possesseurs & les fondateurs du couvent supprimé de la sorte. Le Prince par cette suppression, commet un vol, puisqu'il prend le bien d'autrui, un bien qui ne lui appartient pas, un bien qui a été donné aux Religieux du couvent supprimé, ou que ces Religieux ont acquis à la sueur de leur front. Il commet donc un vol & un vol sacrilège, parce que le bien des Religieux est un bien sacré, ayant été donné à Dieu dans la personne de ses Ministres.

On dira tant que l'on voudra que le bien du Ministre & de l'Eglise n'est pas d'une nature différente de celui du Laïc; non sans doute, il n'est pas d'une nature physiquement différente de celui du Laïc; le champ du Ministre de l'Eglise est de la même terre que celui du Laïc qui lui est contigu, mais cela n'empêche point qu'il ne soit d'une nature moralement différente par la donation qui en a été faite à Dieu dans la personne de ses Ministres. Donation qui imprime à ce bien une sorte de caractère ou de privilège sacré qui fait qu'on ne peut l'usurper ou le profaner,

ou en mal user, ou le convertir en usages profanes sans sacrilège. Le Prince qui l'usurpe commet donc un vol sacrilège, il se rend donc aussi coupable par conséquent d'une injustice criante envers les possesseurs & les fondateurs du couvent supprimé, puisqu'il leur enlève violemment leur propre bien dont, les Religieux supprimés ne sont pas moins les maîtres & les propriétaires que les Laïcs le sont de leur bien; puisqu'ils le possèdent à titres de donation ou d'acquisition & souvent à ces deux titres; titres très-légitimes & reconnus par-tout; titres qu'on ne peut violer dans les Religieux & les autres Ministres de l'Eglise, sans qu'on ait la liberté de les violer dans tous les propriétaires laïcs, & même à plus forte raison; puisque les biens d'Eglise ont un privilège que n'ont pas les biens séculiers. D'où il s'ensuit nécessairement que si le Prince a droit de toucher aux biens d'Eglise, il a le même droit sur tous les biens de son Royaume; en sorte que tous ses sujets ne sont à son égard qu'autant de vils esclaves dont il a droit de s'approprier & les biens & les travaux à son

gré, voilà les conséquences nécessaires des principes de M. le Chancelier touchant le pouvoir du Souverain sur les biens des Ordres Religieux, & en général sur tous les biens d'Eglise. Qu'il prouve le contraire, s'il le peut. Mais, dit-il, *il est contre l'équité, connue de l'Empereur, de léser quelqu'un dans ses privilèges essentiels.*

Nous en convenons bien volontiers, & c'est un témoignage public que nous nous empressons de rendre à l'Auguste & Bien-faisant Empereur de l'Allemagne. Mais que s'ensuit-il de là ? Que les édits meurtriers & destructeurs qui ont déjà paru, & ceux qui sont prêts à paroître, ne sont point l'ouvrage de ce bon Prince, mais celui de quelques-uns de ses Ministres & de ses gens de loix, ou plutôt sans loix, qui le trompent. Non, non, des pièces marquées au coin de l'injustice la plus criante & du vol le plus sacrilège, qui enlèvent les biens ecclésiastiques à leurs plus légitimes possesseurs, ou plutôt à Dieu-même, auxquels ils sont consacrés ; des pièces qui arrachent à JESUS-CHRIST

ses tendres épouses, en violant le Sanctuaire à l'ombre duquel ont les vit faire le serment solennel de vivre & de mourir loin de la contagion du siècle pervers & corrompu; des pièces qui ébranlent, renversent, détruisent toutes les propriétés des sujets, en donnant la volonté arbitraire du Souverain pour la seule règle de sa conduite à leur égard; des pièces enfin qui portent la terreur & l'effroi, la consternation, la désolation par-tout, qui font couler des torrens de larmes, qui font des foules de victimes : ces pièces étranges ne sont & ne peuvent être l'ouvrage d'un cœur aussi bon, aussi sensible, aussi chrétien, aussi catholique que celui de Sa Majesté Impériale, Royale, Apostolique. Elle n'y reconnoit pas sa foi, sa croyance, ses sentimens, ses droits ni ceux de ses peuples, non plus que ceux de Dieu & de l'Eglise, dont il est le fils, & à laquelle personne ne peut désobéir sans se tirer du rang de ses enfans chéris, pour se classer parmi les payens & les publicains, d'après l'oracle de JESUS-CHRIST, lui-même, l'infailible & suprême vérité.

M. le Chancelier a donc tort dans la fin comme dans tout le reste de sa réponse au second point du Mémoire du Nonce, en disant que par l'abolition des couvens, l'Empereur ne s'immisce en aucune des choses dont la juridiction appartient au Pape ou à l'Eglise universelle, & que tout ce qui a lieu dans l'Eglise par des institutions humaines dépend de son autorité suprême de l'état.

S'il en est ainsi, l'Empereur a donc le droit d'abolir toutes les loix de l'Eglise, & en particulier les six commandemens qu'elle a faits à tous ses enfans de sanctifier les Fêtes, d'entendre la Messe les jours de Fêtes & de Dimanches, de se confesser une fois l'an & de communier à Pâques, de jeûner les jours des Quatre-tems, des Vigiles & du Carême, de garder l'abstinence les Vendredis & Samedis de chaque semaine. Si ce n'est point là le pur Protestantisme, qu'on nous dise en quoi il consiste. M. le Chancelier ne feroit-il pas mieux d'avouer de bonne foi qu'il n'a d'autre but que de l'établir sur les ruines du Catholicisme, dans tous les pays de la domination de l'Em-

peur. Il donneroit par cet aveu, une preuve de sa candeur & de sa sincérité. Pourquoi nous envier le plaisir que nous aurions de le louer du moins par cet endroit ?



*Troisième Point contenu dans le Mémoire
du Nonce.*

CERTAINES dispositions faites par l'Empereur à l'égard de certains droits dont Sa Majesté Impériale charge les Evêques appartiennent uniquement au Pape.

Réponse de M. le Chancelier à ce troisième Point.

LE Pape ne peut réclamer comme des prérogatives particulières du S. Siège, ce qui, pendant tant de siècles, a appartenu évidemment à chaque Evêché primitivement, & qui en est inséparable; c'est la raison pour laquelle Sa Majesté a rendu aux Evêques de ses États l'exercice de ces droits, qui leur appartiennent incontestablement, & a par là aboli un abus,

qui préjudicioit d'une manière si énorme
à l'intérêt de ses sujets.

Examen de cette Réponse.

ON tombe d'accord que les Evêques avoient autrefois certains droits en fait de dispenses, qui ont été réservés au Pape dans la suite des tems. Mais on nie absolument que l'exercice de ces droits, soit inséparable de chaque Evêché, & que le Pape, qui en jouit depuis si longtems, ne soit fondé à le réclamer.

Et d'abord l'exercice de ce droit n'est nullement inséparable de chaque Evêché, puisque tous les Evêchés subsistent dans leur entier, & que tous les Evêques jouissent de tous les pouvoirs qui leur sont nécessaires pour bien gouverner leurs Diocèses, & conduire au Ciel leurs ouailles, depuis qu'ils n'eurent plus ce droit & qu'il a passé au Pape, de même que celui d'absoudre de plusieurs cas réservés au Pape, & la juridiction qu'ils avoient originaiement sur un grand nombre de Chapitres & d'Ordres Monastiques, qui

sont aujourd'hui exempts de cette juridiction épiscopale & immédiats du S. Siège. Ces réserves & ces exemptions ne blessent donc point les droits essentiels des Evêques. Elles ne leur retranchent aucun des pouvoirs nécessaires pour le bon gouvernement de leurs Diocèses, & le salut de leurs troupeaux, elles ne font seulement que restreindre, pour de bonnes raisons, l'exercice de leurs pouvoirs; & ces raisons, l'Eglise Universelle les approuve, puisqu'elle a soutenu, autorisé, confirmé, scellé de son sceau & muni de son suffrage ces réserves & ces exemptions dans les Conciles Ecuméniques de Vienne, de Constance & de Trente, après en avoir pris connoissance, fait l'examen & la discussion au sujet de la réclamation d'un grand nombre d'Evêques. Ces réserves & ces exemptions, au jugement même de l'Eglise Universelle, ne blessent donc ni les droits, ni les pouvoirs essentiels des Evêques; elles ne font qu'en restreindre l'exercice pour bonnes raisons, & l'Eglise jouit incontestablement de l'autorité de

restrindre l'exercice du pouvoir de quelques-uns de ses membres, quand elle le juge expédient ; puisqu'elle a reçu de JESUS-CHRIST, son divin époux, toute l'autorité nécessaire pour régler en toutes circonstances possibles, ce qui convient mieux au salut & à l'utilité spirituelle de ses enfans. Il est donc faux conséquemment que l'exercice de certains droits épiscopaux qui, dans la suite des tems, a été réservé au Pape, soit inséparable de chaque Evêché.

Mais en supposant pour un moment que l'exercice de ces droits a été enlevé aux Evêques par abus, seroit-ce aux Princes séculiers à leur en faire la restitution ?

Ce sont des droits spirituels, ils ne sont donc pas du ressort des Princes séculiers, à moins qu'on ne veuille dire (ce qui seroit une témérité formelle) qu'ils tiennent de Dieu ou de leur épée la puissance spirituelle, & temporelle, le pouvoir de gouverner dans l'ordre de la Religion, comme dans celui de l'Etat, & qu'ils concentrent ainsi dans leurs personnes la double puissance suprême,

ou la suprématie dans l'Eglise & dans l'État.

Voici quelque chose dans la réponse de M. le Chancelier, qui ne mérite pas moins d'attention, parce qu'il n'est pas d'une moindre importance ; puisque le repos & le bouleversement général de l'univers dépend de sa vérité ou de sa fausseté. *Le Pape*, dit-il, *ne peut réclamer comme des prérogatives particulières du S. Siège, ce qui pendant tant de siècles a appartenu évidemment à chaque Evêché primitivement.*

Si cette assertion est fausse, comme elle l'est en effet, le monde ira son train & ne fera point trouble par la fureur des réclamations d'un nombre prodigieux de citoyens qui revendiqueront une foule de droits antiques, qui protesteront leur avoir été enlevés par la loi du plus fort. Mais si cette assertion est vraie, le bouleversement de la société, l'ébranlement & le renversement des trônes, la ruine de la constitution des États, & enfin le trouble & l'agitation du monde entier en seront les tristes suites. La conséquence est juste ; elle est nécessaire.

Rendons-la palpable par un seul exemple, qui touchera sans doute M. le Chancelier d'autant plus vivement, qu'il le convaincra de trahir la cause des Souverains, qu'il paroît défendre avec tant de chaleur, & d'adopter tous les furieux systèmes de la moderne philosophie contre les Trônes & les Potentats qui les occupent.

Vous savez, M. le Chancelier, que la moderne philosophie, prenant le cordeau en mains, abaisse, applanit toutes les hauteurs, toutes les éminences du globe, en mettant tous les hommes au niveau & en les rappelant sans cesse à cette égalité primitive de leur naissance sur la terre : présent du magnifique Créateur auquel ils sont redevables de leur être ; présent inséparable de leur nature essentiellement lié à leur qualité d'hommes tous formés du même limon, tous naturellement & parfaitement semblables, tous indépendans les uns des autres, par le droit naturel & divin ; & de là, présent, donc, privilège inaliénable à jamais, inamissible, irrévocable, immuable en lui-même, que

nulle puissance n'a pu légitimement leur enlever, comme ils n'ont pu licitement s'en déporter ou le céder eux-mêmes, & qu'ils ont toujours droit de réclamer, de revendiquer; de reprendre s'ils le peuvent à force ouverte & en faisant couler des flots de sang.

Vous n'ignorez pas non plus, Monsieur, que les Empires & les Royaumes furent fondés par la force, ou par la libre volonté des peuples qui se choisirent des chefs & des maîtres pour les gouverner. Sans sortir de l'Allemagne, son histoire nous apprend que les différens peuples de ce vaste Empire, représentés par les Députés des Villes, avoient droit à l'élection des Empereurs, & que ce ne fut que sous le règne d'Henry V, mort à Utrecht le 23 May de l'an 1125, que les Princes Officiers de l'Empire, qui avoient plus de crédit & d'autorité, trouvèrent moïen de faire changer en leur faveur la forme de l'élection.

Cela posé, souffrez que je vous demande, Monsieur, la réponse que vous ferez à la

nation Germanique, cette brave & belliqueuse nation, qui vous diroit : « Selon
« vous, M. le Chancelier de Cour & d'Etat,
« les Grands & les Princes d'un Empire ou
« d'un Royaume quelconque, *ne peuvent*
« réclamer, non plus que le Pape, comme des
« prérogatives particulières de leur rang & de
« leur état, ce qui pendant tant de siècles a
« appartenu évidemment à tout le corps de la
« nation Germanique, ou de toute autre, pri-
« mativement, & qui en est inséparable.

Donc selon vous, aussi, Monsieur, on
n'a point pu nous priver du droit de voter
à l'élection de l'Empereur actuel, « droit
« dont nous avons joui pendant tant de
« siècles, & qui est inséparable du Corps
« de la nation. Donc les Electeurs ordi-
« naires de l'Empire nous ont fait une atroce
« injustice, en l'éliſant ſans notre conſen-
« tement. Donc nous pouvons en toute
« bonne règle & en toute ſûreté de
« conſcience, réformer leur élection &
« détrôner l'Empereur actuel pour lui en
« ſubſtituer un autre. Et ce que nous pou-

« vous , tous les peuples de l'univers le
« peuvent à l'égard des Souverains qu'ils
« ont élus autrefois ou qui ont usurpé par
« force la suprême autorité.

J'ignore, Monsieur, ce que vous répondriez à cette apostrophe de la nation Germanique; j'avoue, pour moi, que je n'y vois point de réponse dans vos principes. Il faut donc, de toute nécessité, qu'ils soient faux, ou s'ils sont vrais, les conséquences qu'on en tire, le sont aussi; puisqu'elles en découlent évidemment, nécessairement. Or ces conséquences sont absolument fausses, & horribles seulement à penser; elles sont meurtrières pour le genre humain tout entier & ne tendent à rien moins qu'à ébranler & à renverser tous les trônes, à porter une confusion générale dans tous les Etats, à armer tous les sujets contre leurs Souverains, à inonder la terre de sang, à ne faire du monde entier qu'une vaste théâtre de guerres intestines & cruelles. Vos principes sont donc absolument faux, M. le Chancelier, & il faut leur en substituer d'autres qui soient vrais, oui; & les voici.

La prescription a lieu en fait de possession de droits, d'autorité, de pouvoir, de privilèges, de prérogatives, tout comme en fait de possession de biens temporels quand elle est revêtue de toutes les conditions nécessaires; elle valide ces deux sortes de possessions & les rend légitimes quoiqu'elles ne l'aient point été dans leur origine, & les possesseurs de bonne foi peuvent les garder en toute sûreté de conscience. Ces principes sont avoués de tous les bons Jurisconsultes, tant dans le droit civil que le droit canonique, parce qu'ils sont évidemment fondés sur la loi naturelle, la loi divine, les loix humaines, le droit des gens, la paix & la tranquillité de l'univers, qui ne manqueroit pas d'être rempli de trouble, de dissensions, de guerre, s'il étoit permis à un chacun de revenir sur ses biens ou ses droits malgré la longue jouissance des possesseurs de bonne foi; quoique leurs ancêtres qui ont commencé la possession & qui leur ont transmise, l'eussent fait de mauvaise foi. Écoutons un de nos plus célèbres Jurisconsultes François, qui va nous parler au nom de

tous les autres, précisément sur le sujet que nous traitons. C'est Monsieur Rousséaud de la Combe, qui s'exprime en ces termes à la page 208, de son Recueil de Jurisprudence Canonique : *Le Pape, en qualité de Conservateur, d'interprète de la discipline de l'Eglise établie & fondée sur les Canons, a droit d'accorder des dispenses dans toute l'Eglise. Le Concile Provincial dans la Province, & chaque Archevêque ou Evêque dans son Diocèse, quand il s'agit d'une chose qui n'est pas réservée au Pape par le droit ou par une coutume légitimement prescrite sur les Evêques.*

Vous voyez, Monsieur, que le Pape a droit d'accorder des dispenses dans toute l'Eglise & qu'il est des choses dont la dispense lui est réservée par le droit ou par une coutume légitimement prescrite sur les Evêques, borne donc & resserre leurs pouvoirs en certains cas, en certaines choses & en certains égards en faveur du Pape dans toute l'Eglise; ils ne sont donc pas inaliénables, ni imprescriptibles, ni inséparables de chaque Evêché comme vous le soutenez, Monsieur; ces pouvoirs sont légitimement prescrits par le Pape sur

les Evêques; puisque le droit, la coutume, les Conciles composés des Evêques eux-mêmes les autorisent & les justifient; les Evêques ne peuvent donc pas les reprendre & en user licitement, ni aucune puissance séculière leur en faire la restitution; puisque ce sont des pouvoirs qui n'appartiennent qu'à l'Eglise, cette puissance spirituelle établie de Dieu pour gouverner le monde & les maîtres du monde dans l'ordre de la religion & du salut. Tous les principes opposés à ceux-ci sont donc également faux en eux-mêmes, & pernicieux dans leurs suites, contraires à toutes les loix naturelles, divines & humaines, ainsi qu'au droit des gens, ennemis de la concorde & de la paix, perturbateurs du repos public, destructeurs, exterminateurs de la tranquillité de l'univers.

Il est tems de passer aux Principes de l'Empereur.

*Principes établis par l'Empereur, pour servir de
règles à ses Tribunaux & à ses Magistrats
dans les Affaires Ecclesiastiques.*

NOTRE Seigneur JESUS-CHRIST n'a chargé les Apôtres, que de fonctions purement spirituelles : 1°. De la Prédication de l'Evangile. 2°. Des soins de son culte. 3°. De l'administration des Sacremens (en tant qu'ils sont spirituels). 4°. Du soin & de la discipline de son Eglise. C'est à ces quatre objets qu'étoit bornée l'autorité des Apôtres, & c'est par conséquent à ces mêmes objets seulement que peuvent prétendre leurs successeurs. Il n'y a donc aucune sorte d'autorité, aucune prérogative, aucun privilège, aucun droit quelconque que le clergé ne tienne de la volonté libre & arbitraire des Princes de la terre. Il est incontestable que tout ce qui a été accordé ou établi par l'autorité souveraine & qu'il dépendoit de son plaisir d'accorder ou de refuser, elle est en plein droit d'y faire des changemens, de la révoquer même.

même tout-à-fait lorsque le bien général l'exige , & qu'aucune loi fondamentale ne s'y oppose à l'instar de toutes autres loix, concessions, établissemens faits ou à faire , qu'il est de la sagesse & même du devoir de la législation d'approprier aux tems & aux circonstances ; les dispositions des Conciles qui ne sont obligatoires que pour les Etats qui les ont admises ou reçues, sont dans le même cas , attendu que qui auroit pû ne les pas admettre du tout, doit pouvoir à plus forte raison rectifier les dispositions & même rectifier entièrement, dès qu'aux moyens de la différence des tems , des circonstances, la raison d'Etat & le bien public peuvent l'exiger.

L'autorité du Sacerdoce n'est pas même arbitraire ni entièrement indépendante, quant au dogme, au culte & à la discipline ; le maintien de l'ancienne pureté du dogme, ainsi que la discipline & le culte n'étant des objets qui intéressent si essentiellement la société & la tranquillité publique que le Prince, en sa qualité de Souverain Chef de l'Etat, ainsi que

Protecteur de l'Eglise, ne peut permettre, à qui que ce soit, de statuer sans sa participation sur des matières de cette importance. L'objet & l'autorité du clergé étant donc bien déterminé par les principes susdits; il s'ensuit que c'est d'après ces principes que doivent être décidés à l'avenir tous les cas de juridiction ecclésiastique.

Examen de ces Principes.

SI l'on étoit de bonne foi & que l'on voulût, dans l'explication & le développement, donner aux quatre objets annoncés dans les principes toute l'étendue qu'ils doivent avoir & qu'ils ont en effet dans les vues; & l'intention de JESUS-CHRIST, Fondateur de l'Eglise, il n'y auroit presque rien à rectifier & à réformer après la parenthèse où il est dit que Notre Seigneur JESUS-CHRIST n'a donné aux Apôtres l'administration des Sacremens qu'en tant qu'ils sont spirituels, ce seroit une erreur grossière de le croire. La matière & la forme des Sacremens n'est

point assurément des choses spirituelles, mais des choses matérielles & sensibles, qui se perçoivent par les sens du toucher, du goût, de l'odorat, de la vue, de l'ouïe, comme l'eau, par exemple qui est la matière du Baptême, le pain & le vin qui sont la matière de l'Eucharistie, & les paroles Sacramentelles qui constituent la forme de tous les Sacremens. Or il est indubitable que JESUS-CHRIST a donné aux Apôtres & à leurs successeurs privativement à toute Puissance séculière, le pouvoir & le droit de décider infailliblement quelles sont la matière & la forme nécessaire & suffisante pour administrer valablement & licitement tous les Sacremens; donc la parenthèse, qui restraint les pouvoirs & les droits des Apôtres & de leurs successeurs au pur spirituel des Sacremens, renferme une erreur grossière & contraire à la foi.

Mais voyons, examinons si dans le développement des quatre objets qu'on accorde d'abord aux Apôtres & à leurs successeurs, on ne les leur reprend pas ensuite, en reve-

quant la donation qu'on leur en avoit faite ,
ou qu'on avoit semblé leur faire.

Ces quatre objets sont *la Prédication, l'Évan-
gile, le soin du culte de JESÚS-CHRIST, l'ad-
ministration des Sacremens, le soin de l'Église
& de la discipline.*

1°. Il est évidemment faux qu'à l'accep-
tion de ces quatre objets, il n'est *aucun droit,
quelconque que le clergé ne tienne de la volonté
libre & arbitraire des Princes de la terre*, le clergé
séculier & régulier ne tient pas de la volonté
libre & arbitraire des Princes de la terre le
droit qu'il a sur les biens qu'il a acquis par ses
sueurs, ou qui lui ont été donnés par d'au-
tres que par les Princes de la terre, il le tient
ce droit de la loi naturelle, de la loi divine,
auxquelles les Princes de la terre sont soumis,
comme leurs moindres sujets. Donc ce droit
ne dépend pas de la volonté libre & arbi-
traire des Princes de la terre, qui ne peuvent
se l'approprier sans une injustice sacrilège ;
puisque'il s'agit des biens consacrés au culte &
au service de Dieu, qu'on ne peut confé-

quemment enlever & transporter à d'autres usages, sans se rendre coupable d'une sacrilège rapine. Il y a plus, c'est que quand un Prince auroit donné lui-même au clergé de ses Etats tous les biens qu'il possède, il ne pourroit encore les lui reprendre parce que la donation est un titre très-légitime d'acquérir & de posséder, de retenir; & que quand une fois elle est consommée par l'acceptation du donataire, le donateur ne peut plus reprendre sans injustice les biens qu'il a librement donnés.

20. *C'est donc une maxime entièrement fausse, que de dire que ce qui a été accordé ou établi par l'autorité souveraine & qu'il dépendoit de son bon plaisir d'accorder ou de refuser, elle est en plein droit d'y faire des changements, ou de le révoquer même tout-à-fait, lorsque le bien général l'exige & qu'aucune loi fondamentale ne s'y oppose.*

Le bien général n'est ici qu'un vain prétexte pour pallier l'injustice atroce de l'arbitraire & du despotisme qu'on attribue à l'autorité souveraine; les grandes loix, les loix fondamentales de tous les Etats de l'univers,

font la loi éternelle & la loi naturelle qui en dérive, loix auxquelles toutes les loix humaines doivent se conformer, pour être justes & valides. Or, la loi éternelle, qui en Dieu n'est autre chose que la souveraine raison, l'ordre essentiel, & la loi naturelle qui est une dérivation de la loi éternelle, dictent qu'il n'y a aucun bien ou prétendu tel, soit général, soit particulier d'un état, que l'on puisse licitement préférer à la justice, à l'équité, à la probité, à la bonne foi, à la paix, à la concorde des membres qui le composent, ainsi qu'à son repos & à sa tranquillité. Donc tout ce qui s'écarte de ces loix immuables, les seules fondamentales de tout état, n'est qu'injustice, brigandage, rapine, piraterie grossièrement travestie & représentée aux yeux des sots, sous le beau nom de bien général; comme si le défaut de justice, d'iniquité, de probité, de bonne foi, n'étoit pas au contraire la perte certaine & la ruine de tous les Etats. Nul tems & nulle circonstance ne permettent de s'écarter des loix immuables

de la justice & de l'équité, qui sont des loix fondamentales de tous les Etats, & qui obligent les Souverains envers leurs sujets, comme les sujets envers leurs Souverains. Ceux-ci ne peuvent donc enlever à qui que ce soit, ses biens, son état, sa condition, sans une injustice d'autant plus criante, qu'ils sont les protecteurs & les défenseurs nés de tous leurs sujets, pour les maintenir & les conserver dans tous leurs droits, leurs biens & leurs propriétés.

3°. Lorsque les dispositions des Conciles ne contiennent rien qui ne soit conforme à la loi naturelle & à la loi divine, il n'est pas plus permis aux Puissances séculières de les rejeter ou de les révoquer, qu'il ne leur est de rejeter l'Évangile quand on vient le leur annoncer de la part de Dieu, ou de l'abolir dans leurs Etats, après qu'il y a été reçu. La raison est que les puissances séculières, comme le reste des hommes, sont obligées par la loi naturelle & par la loi divine, de travailler efficacement à leur propre salut & à celui de leurs sujets. Or ils ne le

56 *Très-humbles Remontrances*

peuvent qu'en recevant & en maintenant la vraie religion hors laquelle il n'y a point de salut. Donc ils sont obligés par la loi naturelle & par la loi divine de la recevoir & de la maintenir dans leurs États, ainsi que toutes les dispositions des Conciles, qui défendent par exemple de toucher aux biens du clergé soit séculier, soit régulier, & généralement à tout bien d'Eglise, n'ont d'autre but que de faire observer la loi naturelle & la loi divine, la justice, l'équité, l'ordre, & d'empêcher le désordre, le vol, la rapine, le sacrilège & tout autre péché contraire au salut; il est évident qu'il n'est pas plus permis aux puissances séculières de rejeter ou d'abolir ces dispositions des Conciles, qu'il ne leur est permis de rejeter ou d'abolir l'Évangile, la seule religion salutaire, la loi naturelle ou la loi divine, & de commettre des injustices, des vols, des rapines, des sacrilèges, ou tout autre péché damnable.

4°. L'autorité du sacerdoce est entièrement indépendante de la puissance séculière, quand

il s'agit de statuer sur des matières purement spirituelles, comme le dogme, la morale & les règles des mœurs, la décence & la pureté du culte divin, la légitime & valide administration des Sacremens, l'utilité ou l'inutilité des Ordres monastiques & d'une telle ou telle discipline relativement à la religion & au salut des âmes &c. Dans tous les points & autres semblables, le sacerdoce, j'entends l'Eglise universelle, a une autorité souveraine, infaillible, indépendante de toute autre, & tenant toutes les autres sous son empire & dans sa dépendance, sans cela elle pouvoit errer & induire les autres en erreur, en leur proposant à croire ou à faire des choses dont la croyance ou la pratique les damneroit, loin de les sauver. Ce qui répugne nécessairement à la puissance, à la sagesse, à la bonté, à la sainteté, à la véracité de JESUS-CHRIST, son divin Fondateur, de même qu'à la fidélité des promesses qu'il lui a faites d'être avec Elle tous les jours jusqu'à la consommation des siècles. Les Princes Laïcs sont donc obli-

32 *Très-humbles Remontrances*

gés d'obéir dans tous les points à l'Eglise Universelle, comme les moindres de leurs sujets, & de faire observer les loix, les ordonnances, les statuts & les réglemens; c'est pour cela-même qu'ils tiennent la place de Dieu sur la terre & qu'ils le représentent comme ses images visibles; pour le faire régner par l'empire de la justice & de la religion, ce riche, cet inestimable présent qu'ils ont reçu de sa main bienfaisante & prodigue à leur égard. C'est pour cela qu'ils jouissent de ces beaux titres de *Protecteurs*, de *Défenseurs*, de *Tuteurs de l'Eglise*.

C'est donc pour la défendre, la protéger, la maintenir dans tous ses droits, faire observer ses canons & ses ordonnances que Dieu leur a confié la suprême autorité, & non pour la vexer, l'opprimer, l'anéantir.

Grand Prince & le successeur des États, l'héritier du trône des Charlemagne, des Otton, dit le Grand, des Henri II, dit le Saint, & de tant d'autres Monarques si religieux & si attachés à l'Eglise leur tendre

Mère; ah! je vous en supplie les larmes aux yeux, l'amertume dans l'ame; au nom de cette Mère éplorée, je vous en conjure par l'intérêt de votre gloire, par tout ce qui peut toucher un cœur sensible & chrétien, par le prix du sang d'un Dieu, votre Sauveur & le mien, séchez les larmes de cette Mère défolée, qui vous a porté dans son sein. Calmez, rassurez, empêchez de mourir tant d'ames fidèles & vertueuses, qui choisiroient mille fois la mort, plutôt que de se voir arrachées aux sacrés aziles, où elles ont fait le serment solennel de couler tous leurs jours dans les saintes douceurs de la retraite & du service de leur chaste & immortel époux.

En écoutant leurs vœux, leurs sanglots, leurs soupirs, vous les ressusciterez en quelque sorte; vous leur donnerez une seconde vie; & cet acte de justice, de bonté, de piété, attirera sur votre Personne Auguste, & sur votre vaste Empire, les regards favorables du suprême Modérateur de l'Univers, qui élève & renverse les trônes, fortifie ou

60 *Très-humbles Remontrances*
baise les sceptres, donne les couronnes com-
me il les ôte à son gré.
Je suis avec un profond respect,

P R I N C E,

DE VOTRE SACRÉE MAJESTÉ,



Le très-humble & très obéissant
serviteur N * * *

*Ce 19 Mars 1782, jour de la Fête de S. Joseph,
Patron de l'Empereur Joseph II.*